ACCORD DE COOPERATION INTERNATIONALE

N° 2026-21625

Vu le Code français de l'éducation, notamment les articles L.123-7 et D.123-15 à D.123-21 relatifs à la coopération internationale des Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur relevant du Ministère de l'Education Nationale,

Entre :

AIX MARSEILLE UNIVERSITÉ

Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
SIRET : 130 015 332 00013/ Code APE/NAF 85.42Z Enseignement supérieur
Ayant son siège social, 58, boulevard Charles Livon, 13284 Marseille Cedex 7, France
Représentée par son Président, Professeur Éric BERTON, dûment habilité à approuver le présent accord par la délibération du Conseil d'Administration de l'Université du 1er février 2024,

(Ci-après dénommée amU), d'une part

Et :

FONDATION DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT DU CEARÁ

Établissement public d'enseignement supérieur.
CNPJ : 07.885.809/0001-97
Ayant son siège, Avenida Doutor Silas Munguba, no 1700, Campus do Itaperi, CEP: 60714-903, Fortaleza, Ceará, Brésil.
Représentée par son Recteur, Mr. Hidelbrando dos Santos Soares, nommé, selon la publication dans le Journal officiel de l'État – DOE, du 9 janvier 2025,

(Ci-après dénommée FUNECE/UECE), d'autre part

Ci-après dénommées ensemble « les parties »,

Désireuses de promouvoir et de favoriser entre elles des relations et des échanges plus approfondis.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Domaines de coopération
La coopération concerne l'ensemble des domaines scientifiques communs aux deux établissements.

Article 2 : Objectifs
Les deux parties conviennent de collaborer, dans le respect de leurs réglementations respectives, dans les domaines suivants :

a) Échange d'étudiants ;
b) Échange d'enseignants-chercheurs, chercheurs et de personnels administratifs ;
c) Collaboration en matière de recherche et de formation dans les domaines d'intérêt mutuel ;
d) Echange et partage de matériel ;
e) Mise en place de doubles diplômes, en particulier au niveau du master et du doctorat (thèses de doctorat co-encadrées, cotutelles).

Les actions retenues conjointement par les parties et la mise en œuvre des présents objectifs donneront nécessairement lieu à la conclusion de conventions d'application telles que prévues à l'article 5 du présent accord.

Article 3 : Moyens
Pour la mise en œuvre du présent accord, les parties s'efforceront d'obtenir les moyens nécessaires à la réalisation des projets correspondants auprès des instances nationales, européennes et internationales d'aide à la recherche et à l'enseignement supérieur.

Article 4 : Gestion de l'accord
Chacune des parties désignera la personne responsable ou le service compétent qui sera chargé d'assurer le suivi administratif de cet accord.

Au sein d'amU, le suivi du présent accord est assuré par la Direction des Relations Internationales (DRI) qui se chargera de faire le lien avec la Direction concernée pour la mise en œuvre des conventions d'applications spécifiques associées qui ne seraient pas gérées directement par la DRI.
Au sein de la FUNECE/UECE, il sera assuré par le Bureau de Coopération International (ECInt) qui sera le responsable de liaison avec le département concerné pour mettre en œuvre des accords spécifiques qui ne sont pas gérés directement par ECInt.

Article 5 : Convention d'application
Les différentes actions de coopération listées à l'article 2 du présent accord feront l'objet de conventions d'application spécifiques élaborées en commun par les deux parties. Le cas échéant, une nouvelle partie pourra être associée aux actions communes de coopération. Ces conventions seront soumises à la procédure applicable dans chacun des deux établissements concernés.
Il en sera de même en cas de délivrance de diplôme en partenariat international.

Article 6 : Obligation de confidentialité
Chaque Partie s'engage à considérer comme confidentielles, et s'interdit de divulguer à des tiers, sous quelque forme que ce soit, toutes informations, telles que notamment des documents, systèmes, logiciels, savoir-faire, méthodes, connaissances reçues de l'autre Partie ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord, (ci-après ensemble désignées les «Informations Confidentielles ») et s'engage à n'utiliser les Informations Confidentielles que pour l'exécution du programme de recherche issu de cette coopération.
Chaque Partie s'engage à ce que les membres de son personnel qu'ils soient permanents ou temporaires respectent l'obligation de confidentialité contenue dans le présent article et à prendre les mesures nécessaires pour garantir ladite obligation de confidentialité.
La présente obligation de confidentialité ne s'applique pas dans le cas des informations déjà accessibles au public au moment de la divulgation.
Cet engagement entrera en vigueur à la date de signature du présent accord et continuera de s'appliquer jusqu'à ce que les informations tombent dans le domaine public, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de cet engagement.
Hormis les dispositions de l'article 8, rien dans le présent accord ne saurait être entendu comme impliquant cession ou concession des droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle, ou transfert de technologie sur les informations communiquées par l'une des Parties à l'autre.

Article 7 : Valorisation, communication et publication
Toute publication ou communication d'informations portant sur les Résultats ou Savoir-faire issus du programme, par l'une ou l'autre des Parties, devra recevoir, pendant la durée du présent accord et les 12 mois qui suivent son expiration, le consentement écrit de l'autre Partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, le consentement sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'avis de l'autre Partie qui pourra supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale, dans de bonnes conditions, des Résultats issus du programme. De telles suppressions ou modifications ne doivent pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

De plus, l'autre partie pourra retarder la publication ou la communication d'une période maximale de 18 mois à compter de la demande, notamment si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.
Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des parties à la réalisation du programme et apposer le logo des parties concernées.

Article 8 : Propriété intellectuelle
Les résultats obtenus par les Parties antérieurement à tout programme établi dans le cadre de cet accord ou de façon indépendante, restent leur propriété respective. L'autre Partie ne reçoit sur les brevets et le savoir-faire correspondant aucun droit du fait du présent accord.

Les marques, marques déposées et dénominations appartenant à chaque partie demeurent sa propriété personnelle et ne sauraient être utilisées par l'autre partie, pour quelque usage que ce soit, en dehors du cadre du présent accord et sans le consentement du propriétaire.

Les résultats issus de tout programme établi en application de cet accord appartiennent :

- à amU, dans l'hypothèse où le programme est réalisé dans ses installations, à partir de son équipement/matériel et avec sa seule contribution intellectuelle et financière.

- à la FUNECE/UECE, dans l'hypothèse où le programme est réalisé dans ses installations, à partir de son équipement/matériel et avec sa seule contribution intellectuelle et financière.

Les résultats issus directement de la collaboration entre les Parties appartiennent conjointement aux deux parties, au prorata de leurs apports respectifs : apports intellectuels, financiers, en équipement / matériel et humains.

La répartition et les conditions d'exploitation des droits seront fixées d'un commun accord entre les parties, par acte juridique séparé, en proportion de leurs apports respectifs.

Sauf cas de renonciation de l'une des Parties, les brevets communs sont déposés en France et à l'étranger aux noms conjoints des deux partenaires.

La gestion et le suivi des Brevets communs, depuis la date de dépôt de la première demande de brevet jusqu'à leurs mises dans le domaine public, sont confiés au gestionnaire de la copropriété.
A ce titre, le gestionnaire de la copropriété a seule qualité pour agir au nom de la copropriété, pour tous les actes d'enregistrement, de maintenance et d'extension des brevets communs. Il évalue l'opportunité de se faire assister d'un mandataire professionnel pour l'accomplissement de ces fonctions.

Les parties désigneront le gestionnaire au moment où un éventuel premier brevet commun sera déposé (conformément aux règles en vigueur).

Les parties s'engagent :
- à se communiquer toutes les pièces techniques ou administratives nécessaires au dépôt et à l'obtention des brevets communs ;

- à ce que les noms des inventeurs soient mentionnés en accord avec les dispositions légales en vigueur, dans les demandes de brevet ;

- à faire leurs meilleurs efforts pour que leurs personnels, cités comme inventeurs, accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense des brevets communs.

Si l'une des parties copropriétaires désire céder à un tiers sa quote-part d'un brevet, elle devra le notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie copropriétaire, qui disposera alors d'un droit de préemption à égalité de conditions. Faute pour cette dernière d'exercer ce droit dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du projet de cession conformément à l'article L-613-29 alinéa e) du Code de la propriété intellectuelle, la cession deviendra définitive.
Avant tout acte d'exploitation directe ou indirecte des résultats issus du programme, une convention précisant notamment les modalités financières sera signée entre les parties.

<u>Article 9</u> : Dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel
Dans le cadre du présent accord, les parties s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, tout particulièrement du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD ») et la loi n°78-17 modifiée, dite loi Informatique et Libertés ou loi IFL.

<u>Article 10</u> : Durée de la coopération
Le présent accord est conclu pour une durée maximale de cinq (5) ans.
S'agissant des diplômes nationaux, il est limité à la durée de l'accréditation en cours des établissements partenaires et se poursuit pour la durée susmentionnée sous réserve du renouvellement de l'accréditation.
Il entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties. Il est renouvelable d'un commun accord des parties pour des périodes de même durée, et ce conformément à la procédure officielle en vigueur dans chaque établissement à la date du renouvellement.

Toute modification du présent accord est soumise à l'accord écrit préalable des deux parties manifesté par voie d'avenant.
En cours d'application, le présent accord pourra être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis d'une durée de six (6) mois et sans que la résiliation ne porte préjudice aux actions de coopération déjà engagées.

Article 11 : Conciliation, arbitrage et règlement des litiges
En cas de différend relatif à l'application ou à l'interprétation du présent accord, les parties signataires se rapprocheront sans délai afin de résoudre celui-ci par voie de conciliation, sans préjudice des voies d'arbitrage habituelles.
En cas de litige non résolu par la conciliation, les juridictions du défendeur seront compétentes.

Les dispositions du présent article sont applicables aux différends nés de l'interprétation ou de l'application des conventions d'applications prises dans le cadre du présent accord de coopération internationale.

Cet accord, rédigé en français et en anglais, chacun faisant également foi, est imprimé et signé, pour chaque langue, en 2 exemplaires originaux.

Fait le 20 / 04 / 2026

PRÉSIDENT
AIX MARSEILLE UNIVERSITÉ

ÉRIC BERTON

Cachet :

Fait le 02 / 06 / 2026

PRÉSIDENT/RECTEUR
FONDATION UNIVERSITÉ D'ÉTAT DU CEARÁ

HIDELBRANDO DOS SANTOS SOARES

Cachet :

ACORDO DE COOPERAÇÃO INTERNACIONAL

N° 2026-21625

Considerando o Código francês de educação, principalmente os artigos L. 123-7 e D. 123-15 a D.123-21 referentes à cooperação internacional dos Estabelecimentos Públicos do Ensino Superior do Ministério da Educação Nacional,

Entre :

AIX MARSEILLE UNIVERSITÉ

Estabelecimento Público de Caráter Científico Cultural e Profissional
SIRET (CNPJ): 130 015 332 00013/ Cógido Code APE/NAF 85.42Z Ensino Superior
Com sede no bouvelard Charles Livon, 58, Cep: 13284, Marseille Cedex 7, França
Representada pelo seu Presidente, Professor Eric BERTON, autorizado a aprovar este acordo pela deliberação do Conselho de Administração da Universidade do 1° de fevereiro de 2024

(Doravante denominada amU), de uma parte

E :

FUNDAÇÃO UNIVERSIDADE ESTADUAL DO CEARÁ

Instituição de ensino superior pública.
CNPJ: 07.885.809/0001-97
Com sede na Avenida Doutor Silas Munguba, nº 1700, Campus do Itaperi, CEP: 60714-903, Fortaleza, Ceará, Brasil.
Representada por seu Presidente/Reitor Me. Hidelbrando dos Santos Soares, nomeado, conforme publicação no Diário Oficial do Estado – DOE, de 9 de janeiro de 2025,

(Doravante denominada FUNECE/UECE), de outra parte

Doravante denominadas conjuntamente "as partes",
Interessadas em promover entre elas relações e trocas mais eficientes.

Fica acordado o seguinte:

Artigo 1: Áreas de cooperação
A cooperação diz respeito ao conjunto das áreas científicas comuns aos dois estabelecimentos.

Artigo 2: Objetivos
As duas partes concordam em colaborar, de acordo com seus respectivos regulamentos, nas seguintes áreas

a) Intercâmbio de estudantes ;

b) Intercâmbio de professores, pesquisadores e pessoal administrativo;

c) Colaboração em pesquisa e treinamento em áreas de interesse mútuo;

d) Troca e compartilhamento de equipamentos;

e) Estabelecimento de diplomas duplos, em particular a nível de mestrado e doutorado (teses de doutorado co-supervisão, cotutelles).

As ações selecionadas conjuntamente pelas partes e a implementação dos presentes objetivos darão necessariamente origem à conclusão de acordos de implementação, conforme previsto no Artigo 5 deste Acordo.

Artigo 3: Meios
Através da definição do presente acordo, as Partes farão o esforço de obter os meios necessários à realização dos projetos correspondentes, junto às instâncias nacionais, européias e internacionais de ajuda à pesquisa e ao ensino superior.

Artigo 4: Gestão do acordo
Cada uma das partes designará a pessoa responsável ou o departamento competente que será responsável pelo acompanhamento administrativo deste acordo.

Dentro da amU, este acordo será monitorado pelo Departamento de Relações Internacionais (DRI), que será responsável pela ligação com o departamento em questão para a implementação de acordos específicos de aplicação associada que não são gerenciados diretamente pelo DRI.
Dentro da FUNECE/UECE, será tratado pelo Escritório de Cooperação Internacional (ECInt) será responsável por fazer a ligação com o departamento em questão para implementar acordos de aplicação específicos que não sejam gerenciados diretamente pelo ECInt.

Artigo 5: Convênio especifico
As diversas ações de cooperação listadas no artigo 2 deste acordo serão objeto de acordos específicos de implementação elaborados conjuntamente pelas duas partes Se for necessário, uma nova parte poderá ser associada às ações comuns de cooperação. Estas convenções serão submetidos ao procedimento aplicável em cada um dos estabelecimentos envolvidos, da mesma forma que os diplomas emitidos em parceria internacional.

Artigo 6: Obrigação e confidencialidade
Cada uma das partes se compromete a tratar como confidenciais e a não divulgar a terceiros, sob qualquer forma, todas informações, tais como a inclusão de documentos, sistemas, *softwares*, *know-how*, métodos ou conhecimentos recebidos da outra Parte ou dos quais possa ter conhecimento na ocasião da execução do presente acordo (doravante denominadas "Informações Confidenciais") e se compromete a só usar as "Informações Confidenciais" para a execução do programa de pesquisa derivado desta cooperação.
Cada Parte se compromete a fazer respeitar a obrigação de confidencialidade contida no presente artigo por parte de seus funcionários, permanentes ou temporários e a tomar as medidas necessárias para garantir a mencionada obrigação de confidencialidade.
A presente obrigação de confidencialidade não se aplica no caso de informações já acessíveis ao público no momento da divulgação.
Este compromisso entrará em vigor à partir da data de assinatura do presente acordo e continuará válido até o momento em que as informações passam a ser de domínio público, não obstante a rescisão ou ao termo de sua vigência.
Com exceção das disposições do artigo 8, nada na presente convenção deve ser entendido como cessão ao concessão de direitos de propriedade intelectual e/ou industrial, ou transferência de tecnologia sobre as informações comunicadas por uma Parte à outra.

Artigo 7: Valorização, comunicação e publicação
Toda e qualquer publicação ou comunicação de informações relativas a Resultados ou *Savoir-faire* decorrentes do programa, tanto de uma quanto de outra Parte, deverá obter, pelo período de duração do presente acordo e nos 12 meses após sua expiração, o consentimento por escrito da outra Parte, que dará conhecimento de sua decisão dentro de um prazo máximo de 2 meses a partir da demanda. Após esse prazo e na falta de resposta, o consentimento será considerado dado.

Como consequência, todo projeto de publicação ou comunicação será submetido ao aval da outra Parte, que poderá retirar ou modificar certas precisões cuja divulgação poderia prejudicar a exploração industrial ou comercial ideal dos Resultados do programa. Tais supressões ou modificações não devem prejudicar o valor científico da publicação.

Além disso, a outra Parte poderá atrasar a publicação ou comunicação durante tempo a ser determinado, principalmente se as informações contidas na publicação ou comunicação estiverem sendo submetidas a alguma proteção de propriedade industrial.Essas publicações e comunicações deverão mencionar a contribuição de cada uma das partes à realização do programa e devem ostentar o logotipo das Partes envolvidas e ostentar o logotipo das partes envolvidas.

Artigo 8: Propriedade intelectual
Os resultados obtidos pelas Partes anteriormente a qualquer programa estabelecido dentro deste acordo, ou de forma independente, continuam a ser sua propriedade respectiva. A outra Parte não recebe nada sobre patentes ou *savoir-faire* correspondente a nenhum direito através do presente acordo.

df

As marcas, marcas registradas e denominações pertencentes a cada parte continuam a ser de sua propriedade pessoal et não poderão ser utilizadas por outra parte, para qualquer que seja o uso, fora do enquadramento do presente acordo e sem o consentimento do proprietário.

Os resultados decorrentes de qualquer programa estabelecido na aplicação do presente acordo pertencem:

- a amU, na hipótese em que o programa for realizado nas suas instalações, usando seu equipamento/material e com sua única contribuição intelectual e financeira.

- a FUNECE/UECE, na hipótese em que o programa for realizado nas suas instalações, usando seu equipamento/material e com sua única contribuição intelectual e financeira.

Os resultados decorrentes da colaboração entre as Partes pertencerão conjuntamente às duas partes, com divisão *pro rata* às suas contribuições respectivas: intelectuais e humanas, financeiros, de equipamento/material.

A repartição e as condições de exploração dos direitos serão fixados, em comum acordo entre as partes, por ato jurídico separado, na proporção de suas contribuições respectivas.

Exceto em caso de renúncia de uma das Partes, as patentes comuns serão registradas, na França e no exterior, em nome dos dois parceiros.

A gestão e o acompanhamento das patentes comuns, a partir da data do primeiro registro de patente e até que ela volte ao domínio público, serão confiados ao gestor da copropriedade.
Assim, o gestor da copropriedade é o único qualificado para agir em nome da copropriedade para todos os atos de registro, de manutenção e de extensão das patentes comuns. Ele avalia a oportunidade de ser assistido por um mandatário profissional para o cumprimento de suas funções.

As partes designarão o gestor no momento em que uma eventual primeira patente for registrada (de acordo com as regras em vigor).

As partes se comprometem a:
- comunicar entre si todos os elementos técnicos ou administrativos necessários ao registro e à obtenção das patentes comuns;

- que os nomes dos inventores seja mencionado de acordo com as disposições legais em vigor, nos registros de patentes;

- esforçar-se o melhor possível para que seus funcionários, citados como inventores, realizem todas as formalidades necessárias ao registro, à obtenção, à manutenção e à defesa das patentes comuns.

Se uma das partes coproprietárias desejar ceder a um terceiro sua cota-parte de uma patente, ela deverá notificar, por carta com aviso de recebimento, a outra parte coproprietária, que terá prioridade na aquisição com igualdade de condições. Caso esta última não exerça este direito no prazo de três (3) meses, a contar da notificação do projeto de cessão conforme ao artigo L-613-29 *alinea* e) do Código da propriedade intelectual, a cessão se tornará definitiva.
Antes de qualquer ato de exploração direta ou indireta dos resultados decorrentes do programa, uma convenção especificando especialmente as modalidades financeiras será assinada entre as partes.

Artigo 9: Disposições relativas ao processamento de dados pessoais
Nos termos deste contrato, as partes se comprometem, cada uma no que lhe diz respeito, a cumprir suas obrigações nos termos dos regulamentos em vigor e, em particular, do Regulamento (UE) 2016/679 do Parlamento Europeu e do Conselho, de 27 de abril de 2016, relativo à proteção das pessoas físicas no que diz respeito ao tratamento de dados pessoais e à livre circulação desses dados (doravante denominado "RGPD") e da Lei nº 78-17, conforme alterada, conhecida como Lei de Proteção de Dados ou Lei IFL.

Artigo 10: Duração da cooperação
O presente acordo está firmado por uma duração inicial de cinco (5) anos.
No que diz respeito aos diplomas nacionais, ele está limitado à duração do credenciamento vigente dos dois estabelecimentos parceiros e continua pelo período acima mencionado, sujeito à renovação do credenciamento.
Este acordo entrará em vigor na data de sua assinatura pelas duas partes. Ele poderá ser renovado, em comum acordo entre as Partes, por via de adendos expressos, por períodos de mesma duração, de acordo com as regras próprias de cada estabelecimento. Durante sua vigência, o presente acordo poderá

ser rescindido a qualquer momento por uma ou outra Parte, respeitando o aviso prévio de seis (6) meses, e sem que a rescisão prejudique as ações de cooperação já comprometidas.
Pela parte francesa, em caso de renovação, o presente acordo estará submetido ao processo oficial em vigor na data da renovação.
Qualquer modificação do presente acordo estará submetida ao acordo por escrito entre as duas Partes, manifestado por via de adendo.

Artigo 11: Conciliação, arbitragem e solução de litígios
Em caso de desacordo sobre a aplicação ou a interpretação do presente acordo e de suas convenções de aplicação, as partes signatárias se aproximarão sem delongas afim de resolvê-lo pela via da conciliação, sem prejudicar as vias de arbitragem habituais. Em caso de litígio não resolvido pela conciliação, a jurisdição competente será a do réu.

As disposições deste artigo se aplicarão a disputas decorrentes da interpretação ou aplicação de convênios de implementação firmados no âmbito deste Acordo de Cooperação Internacional.

Este acordo, redigido em dois idiomas, francês e português, e fazendo fé por ambos, é impresso e assinado, para cada idioma, em 2 exemplares originais.

Feito em 20 / 04 / 2026

Presidente
AIX MARSEILLE UNIVERSITÉ

ÉRIC BERTON

Carimbo :

Feito em 02 / 06 / 2026

Presidente/Reitor
FUNDAÇÃO UNIVERSIDADE ESTADUAL DO CEARÁ

Hidelbrando DOS SANTOS SOARES

Carimbo :